

## L'éditorial

Chère adhérente, cher adhérent

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de cette première "lettre d'infos".

Elle a pour objectif d'être publiée régulièrement afin de pour vous tenir au courant de l'actualité de notre association, des actions engagées en votre nom par le CA, des initiatives qu'il est amené à prendre, des projets sur lesquels il envisage de travailler.

Elle ne remplace pas "la Revue". Nous avons hélas dû mettre fin à sa parution, mais sa raison d'être perdure : maintenir et faire vivre un lien militant entre ses lecteurs autour d'une même préoccupation : l'avenir de la langue française, malmenée, bafouée, et dorénavant de plus en plus niée, gommée, remplacée.

La vague actuelle, incontrôlée, de changement d'environnement nous oblige à renforcer notre défense, notre détermination, notre cohérence, et vous associer plus et mieux au développement du combat global que nous sommes dorénavant amenés à mener contre l'anglicisation générale débridée, libérée, favorisée, construite, ... de notre environnement social, politique et culturel.

Cet appel à nous investir plus et mieux, ensemble, chacun selon ses potentialités, chacun selon son souhait pour rétablir un essentiel partagé, s'affirmera à l'occasion de la semaine de la langue française et de la francophonie, organisée autour de ce 20 mars.

Nous vous proposons en effet d'affirmer que vous aimez notre langue, que vous la pratiquez, que vous la faites vivre, que vous la partagez, que vous la préservez, que vous la défendez. Et que vous partagez cette déclaration d'amour doublée d'un engagement en sa faveur, avec tous les francophones et les francophiles de la planète.

Le temps n'est plus à la constatation que "l'anglais est partout".

Le temps n'est plus à la constatation que le gommage de nos réalités linguistiques, donc environnementales et culturelles est organisé, et par conséquent, inéluctable.

Le temps n'est plus à la gestion timide de nos résistances individuelles ou associatives.

L'heure est à l'assemblage de nos potentialités, à l'organisation transversale de nos réactions, et à la mise en pratique des synergies nécessaires.

L'édition de ce premier numéro d'ALF-infos nous donne l'occasion de faire le point sur nos actions, effectives, en cours, en possible, en devenir, en nécessaire.

Amis adhérents, nous sommes vivants. Nous nous devons de démontrer que nous sommes utiles. Montrons-nous fiers d'être français, de parler français, et d'évoluer en francophones sur tous les continents,

Faisons-nous entendre !

et faisons-nous respecter !

Le président,

**Serge Dubief**

**L'Assemblée générale ordinaire 2025 d'ALF s'est tenue le 23 janvier 2026**, dans les locaux de la délégation Wallonie-Bruxelles, à Paris. Beaucoup d'entre vous n'ont pu nous rejoindre, et nous le regrettons. **Avec ce document, vous trouverez le CR de l'AG, ainsi que le bilan financier 2025.** Vous pouvez prendre également connaissance du bilan moral d'activités 2025 sur notre site.

[https://avenir-langue-francaise.org/wp-content/uploads/association/Alf\\_Bilan-moral\\_2025.pdf](https://avenir-langue-francaise.org/wp-content/uploads/association/Alf_Bilan-moral_2025.pdf)

## 23 janvier 2026 : Assemblée générale 2025

### Compte rendu

Accueil des participants-émargements, contrôle d'adhésion

Ouverture de la séance 14 h

**Mot de bienvenue** par Paul Verwilghen, délégué général de Wallonie-Bruxelles

**1 - Rapport moral d'activité** par le Président (ci-joint)

**2 - Rapport d'activités 2025**

Rappels de la Loi : Olivier Gohin, Administrateur, conseiller juridique

Programme d'Engagement pour la langue française, Jean Paul Cossart, administrateur

Programme de régionalisation et partenariats opérationnels (Serge Dubief)

- Questions-échanges

- Vote pour validation générale : 1 abstention - 22 avis favorables : Adopté

**3 - rapport financier 2025** (Catherine Yardin) dont compte de résultat de l'exercice clos

- Questions

- Vote : 23 avis favorables : unanimité

**4- Projet prévisionnel global 2026**

Le Président informe qu'il sera établi en fonction des choix du nouveau CA à venir au regard des activités retenues)

- Vote. Unanimité

**5 - Parole au Président d'honneur** (Albert Salon) qui affirme sa satisfaction et appelle à soutenir le Haut conseil

**6 - Renouvellement du CA** 3 candidats, tous élus

Marc Antoine BÉCUE : 22 voix

Olivier GOHIN : 22 voix

et Jean Paul COSSART : 20 voix

**7 - Pot d'amitié**

**8 - 1<sup>er</sup> CA** de l'année 2026 : répartition des postes.

Président : **Serge Dubief**

Vice-présidente : **Sophie Dorin**

Secrétaire général : **Olivier Gohin**

Secrétaire général adjoint : **Laurent Metzger**

Trésorière : **Catherine Yardin**

Trésorier adjoint : **Marc-Antoine Bécue**

**Chargés de mission**

Administrateur du site : **Marc-Antoine Bécue**

Protectrice des données personnelles :

**Catherine Yardin**

Chargé des recours :

**Daniel de Poli**

## Notre budget

Nous l'avons appris quelques jours avant notre AG : **ALF a conservé son agrément du Ministère de la Culture et du Ministère de la Justice** pour exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

### MAIS

La contribution financière (subvention) accordée par notre organisme de tutelle, la DGLFLF, n'a pas été versée en 2025. (Et, nous le craignons, ne le sera pas non plus en 2026.)

Plusieurs raisons peuvent être invoquées. Celle, officielle, transmise par le Ministère de la Culture, est

"L'arbitrage budgétaire de fin d'année". La véritable raison nous semble être plutôt liée à la décision d'ALF de continuer à interpeler l'État (ses services) lorsqu'ils ne respectent pas la Loi Toubon, justement. Dans nos rappels de la Loi que nous leur adressons, qu'ils prennent la forme de courriers simples, qu'ils soient recommandés avec accusés de réception, introduisant ou non des requêtes au Tribunal Administratif, nous ne considérons pas les administrateurs de l'État comme des citoyens au-dessus des lois... Et manifestement, certains (certains ?) n'aiment pas qu'on le leur rappelle.

Mais quelle que soit la raison de ce retrait du soutien financier du ministère de la Culture, il nous faut renforcer nos sources de financement. Vous êtes (**nous sommes**, les administrateurs cotisant également) les principaux contributeurs à notre "Trésor". Aussi, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, merci de bien vouloir nous faire parvenir au plus vite vos cotisations.

Merci de votre soutien.

En conséquence de nos difficultés budgétaires, nous avons commencé à restructurer le secrétariat d'ALF, et notre communication.

Néanmoins, nous sommes toujours joignables par téléphone (06-59-74-72-82) et par courriel. ([avenirlf@laposte.net](mailto:avenirlf@laposte.net))

Notre communication se fera dorénavant par courriel, sauf exceptions.

## Nos actions

### **Pratiquer notre langue, la valoriser, l'utiliser, mais également la préserver et la défendre !**

Dans le cadre de son agrément par le Ministère de la Culture et celui de la Justice, qui permet à ALF de solliciter les tribunaux pour faire respecter la Loi Toubon, après plusieurs courriers aux structures concernées, celles-ci n'ayant pas cru bon de répondre favorablement à nos demandes, nous avons été contraints d'engager des recours contentieux contre elles : il s'agit des universités de Lille, Bretagne Sud, Lyon Lumière 2, Polytechnique Palaiseau, et Toulouse Capitole. Nous vous tiendrons au courant de la suite que les tribunaux administratifs concernés donneront à nos interventions.

Nous vous rappelons que vous pouvez suivre l'évolution des dossiers contentieux sur notre site : <https://avenir-langue-francaise.org/recours-amiables/>

## Les municipales - les candidats - et leurs engagements pour la langue française

Vous le savez, nous sommes en période de campagne pour les élections municipales.

Conscients que nos services publics de proximité, et en premier lieu nos collectivités territoriales (Mairies, Communautés de Communes, ...) relaient, ou laissent relayer, complaisamment ou "naturellement" (très souvent sous l'impulsion de leurs chargés de communication) le globish ambient, nous avons pris l'initiative, avec plusieurs associations militantes, d'interpeler les candidats déclarés dans plusieurs villes, dont Paris, capitale du pays, donnant au monde entier l'image honteuse d'une ville anglicisée au-delà de l'admissible.

### Lettre aux candidats de Paris

Paris, le 11 février 2026

Associations engagées pour la défense et la promotion de la langue française, nous attirons votre attention sur un sujet essentiel pour la vie culturelle, éducative et citoyenne de notre capitale : la protection, la valorisation et l'usage du français dans la communication municipale.



Cette communication se caractérise aujourd'hui par un usage excessif et déplaisant de termes anglais sur des affichages de voie publique, dans les publications de la ville ou dans la dénomination de certaines manifestations sportives ou culturelles. Le ridicule de ce globish se conjugue avec son caractère souvent incompréhensible pour le lecteur.

Nous souhaitons connaître les mesures que vous comptez mettre en œuvre pour promouvoir le français dans l'espace public, les services municipaux et la vie quotidienne des Parisiens. Plusieurs enjeux méritent une attention particulière : la communication institutionnelle, l'affichage public et commercial, les services municipaux, la valorisation du patrimoine littéraire et linguistique, l'éducation et la culture, le respect de la loi Toubon.

Notre ville se doit d'être exemplaire dans la défense de sa langue, élément clé de notre identité et de notre cohésion sociale. Nous vous remercions de nous communiquer par retour votre vision sur ces sujets et les engagements que vous comptez prendre dans le cadre de votre campagne électorale.

**Défense de la langue française** [dlf.paris@club-internet.fr](mailto:dlf.paris@club-internet.fr), 222 avenue de Versailles 75016 Paris,  
**Avenir de la langue française** [avenirlf@laposte.net](mailto:avenirlf@laposte.net), 181 avenue Daumesnil 75012 Paris,

À l'heure à laquelle nous bouclons ce numéro, trois réponses nous sont parvenues, auxquelles nous ne demandons qu'à croire. Nous vous les transmettons ci-dessous.

### 1) Réponse d'Emmanuel Grégoire

Monsieur,

*Je vous remercie pour votre message ainsi que pour la lettre signée par les associations engagées pour la défense et la promotion de la langue française.*

*La langue française constitue un élément essentiel de notre patrimoine culturel, de notre vie démocratique et de l'accès de toutes et tous à l'information publique. À ce titre, la communication municipale doit être exemplaire, claire et compréhensible pour l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens, dans le respect du cadre légal qui encadre l'usage du français dans l'espace public.*

*Dans le même temps, Paris est une ville-monde, ouverte sur l'international, qui accueille des habitants, des visiteurs et des acteurs du monde entier. Notre ambition est de concilier ces deux exigences : valoriser la langue française comme langue de la République et de la vie publique, tout en garantissant l'accès aux droits pour toutes et tous, notamment grâce à des dispositifs d'accompagnement linguistique et de traduction lorsque cela est nécessaire dans les services municipaux.*

*Dans le cadre de notre projet pour Paris, nous souhaitons notamment renforcer l'accès effectif à l'apprentissage du français, en développant les dispositifs existants et en structurant une véritable "Université permanente de Paris" permettant à celles et ceux qui en ont besoin d'apprendre ou de renforcer leur maîtrise de la langue.*

*Vous trouverez en pièce jointe notre dossier de presse détaillant nos propositions pour faire de Paris une capitale internationale des droits humains et une ville ouverte, fidèle à ses valeurs républicaines et culturelles.*

*Je vous remercie pour votre interpellation et pour votre engagement en faveur de la langue française.*

Bien cordialement, **Emmanuel Grégoire**

---

### 2) Réponse de Thierry Mariani

Bonjour,

*Thierry Mariani et ses colistiers soutiennent pleinement notre langue et refusent sa disparition au profit d'un anglicisme forcé ou d'un quelconque globish.*

*Force est de constater que, dans de nombreux quartiers de Paris, qu'ils soient touristiques ou marqués par un fort communautarisme, le français disparaît progressivement des communications officielles et commerciales.*

*Pour la liste "Retrouvons Paris" (Rassemblement National et alliés), la langue française ne se négocie pas. Nous affirmons un retour clair et assumé du français dans l'espace public, notamment par l'application stricte de la Loi Toubon. Concernant les subventions associatives, elles seront revues et réorientées vers des structures véritablement utiles à celles et ceux qui habitent et travaillent à Paris, qui font rayonner notre ville et notre pays, et qui, par conséquent, promeuvent concrètement l'usage du français.*

*Par notre positionnement politique, notre communication institutionnelle et l'utilisation responsable des fonds municipaux, nous nous engageons à faire de la défense de la langue française, constitutive de notre identité, l'une des priorités de notre action publique.*

*Avec Thierry Mariani Maire de Paris, et avec des élus du Rassemblement National au Conseil de Paris, nous porterons l'exigence de notre belle langue avec constance et détermination.*

Bien à vous,

**Jonathan Verbeken**, porte-parole de campagne de Thierry Mariani

Avenir de la langue française (ALF)

courrier postal : Maison de la vie associative et citoyenne du 12<sup>e</sup> - (BP n°4) 181 avenue Daumesnil - 75012 Paris

courriel : [avenirlf@laposte.net](mailto:avenirlf@laposte.net) - tel : 06-59-74-72-82 - site internet : [avenir-langue-française.org](http://avenir-langue-française.org)

---

### 3) Réponse de Sofia Chikirou

*Madame, Monsieur,*

*À l'occasion de l'élection municipale à venir, vous avez bien voulu attirer mon attention sur l'usage de la langue française dans la communication municipale et plus généralement à Paris.*

*À sa lecture, j'ai eu le plaisir de constater que nous nous rejoignons dans ce combat. En tant que députée membre de la Commission des affaires étrangères et des délégations françaises au sein des assemblées parlementaires internationales, je ne peux que constater le recul de l'usage du français – même lorsque celui-ci est théoriquement langue de travail comme au Conseil de l'Europe – au profit d'un anglais standardisé et appauvri. Ainsi, c'est la pensée elle-même qui s'en trouve réduite à sa plus simple expression.*

*Plus grave encore, depuis le début des années 1990, le recul du français est de plus en plus à l'œuvre dans nos administrations nationales comme en témoigne les choix de programmes gouvernementaux type "Choose France". Cela n'est plus possible. La langue de la République est le français, rappelle notre Constitution. Disposer d'une langue commune est une condition démocratique fondamentale, qui permet l'exercice de droits égaux sur l'ensemble du territoire et une compréhension identique de la parole publique et institutionnelle.*

*Je m'engage ainsi à défendre la langue française à Paris, ville au rayonnement international et à désangliciser les noms de tous les programmes et communications de la ville de Paris. La défense de la langue française ne signifie pas une fermeture à l'altérité et à l'utilisation d'autres langues comprises et parlées par telle ou telle partie des Parisiens mais de rompre avec l'utilisation d'un "globish" convenant à tout le monde mais au gout de personne.*

*Je reste à votre disposition pour de plus amples échanges. Respectueusement,*

**Sophia Chikirou**

## **ALF 2026 confirme son engagement unitaire autour de notre langue, de sa pratique, de sa défense**

À l'occasion de la semaine de la francophonie 2026, du 17 au 22 mars 2026, ALF réamorce son projet "d'engagement universel pour la langue française" et réaffirme : "**Je suis Molière**".

Ce projet est né il y a 2 ans et a été élaboré sous l'impulsion de Cathy Distinguin, alors présidente d'ALF. L'idée, alors, était de profiter de la tenue du sommet de la francophonie 2024, à Paris, pour rassembler nos concitoyens autour de leur amour de la "langue de Molière". Avec le concours de la DGLFLE, le projet "Je suis Molière" était mis sur pied.

Cette action eut un succès relatif. Le temps de faire un bilan, de corriger certaines défaillances organisationnelles dans la mise en place du projet, de mieux envisager les partenariats et les rapprochements que la mise en place de ce projet nécessitait, nous le relançons aujourd'hui, mieux bâti, mieux présenté, mieux partagé, et toujours aussi inspirant.

Cette mouture 2026, mise en place dans le cadre d'un partenariat renforcé avec le RIMF\* et la FFQ/f\*, nous semble correspondre au besoin de **tous nos concitoyens excédés** par l'anglicisation qui les submerge.

À défaut de pouvoir intervenir directement en direction des angliciseurs, nous leur proposons, d'exprimer leur amour de la langue française, leur rejet de l'anglais imposé, leur envie de pratiquer, valoriser ou défendre leur langue.

Cette campagne, a l'ambition de faire de vous tous, adhérents d'ALF, des ambassadeurs de notre combat en "militant" naturellement, mais consciemment, autour de vous. Nous vous imaginons et vous demandons de faire connaître ce texte et d'inviter vos amis à le signer, et à s'engager à leur tour, en leur âme et conscience, à hauteur de leurs possibilités, avec nous.

C'est un lien que nous tissons avec tous les "francophones" et les francophiles du monde entier.

**Participez ! Cette action est inspirante.**

**Cliquez sur le lien ci-dessous. Et engagez-vous en signant**

**Je suis Molière 26 : <https://initiativesfrancophones.org>**

**Le RIMF (<https://www.rimf.org/>) : Réseau International des maisons des francophonies.** Présent dans 26 pays sur les 5 continents, le RIMF contribue à mobiliser la société civile autour de la francophonie afin de la faire connaître dans toute sa diversité, ses représentations, son histoire, ses institutions et ses valeurs.

**La FFQ/f : <https://francequebec.fr/>** fondée en particulier par 2 membres fondateurs d'ALF (Bernard Dorin et Philippe Rossillon) affirme sa francophonie sur tout le territoire national, y compris les Départements et territoires d'Outre-mer, en relation étroite avec son réseau-image au Québec.

L'appel ci-dessous est transmis dans 26 pays, par le Réseau International des Maisons des Francophonies, dans toutes les associations régionales de la Fédération France-Québec /francophonie, et dans les communications de nos associations partenaires qui relayeront cette initiative,

Ci-joint l'information relayée par tous nos partenaires, français et francophones



## Semaine de la langue française 2026

### Engagement universel pour notre langue française

À l'occasion de la semaine de la francophonie 2026, grâce à un partenariat rapproché entre :

- ALF (Avenir de la Langue Française, <https://avenir-langue-francaise.org>)
- le RIMF (Réseau International des Maisons des Francophonies, <https://www.infos.org>)
- et la FFQ /f (Fédération FranceQuébec/francophonie, <https://francequebec.fr>),

**l'ensemble des francophones et francophiles des 5 continents sont invités à affirmer :**

**Notre langue est belle, vivante, je l'aime et je la défends !**

**Engagez-vous avec nous . Signez et faites signer**

**Envoyez l'url "<https://initiativesfrancophones.org>"**

**à TOUT VOTRE CARNET D'ADRESSES**

**en demandant à tous vos interlocuteurs de signer cet engagement**

**et de l'envoyer à leur tour à TOUT LEUR CARNET D'ADRESSES**

L'engagement "**Moi aussi, Je Suis Molière**", est proposé à la signature de toute personne physique, **en son nom** ou **en tant que représentant légal** de tout organisme collectif public ou privé, service public, entreprise, école, municipalité...

L'objet de cet engagement est de permettre à tout francophone d'exprimer son **soutien actif** à l'exercice de notre langue commune dans sa vie personnelle et professionnelle. Cet engagement consiste à **être fier de cet héritage** acquis à la naissance ou par apprentissage ; à le valoriser en l'employant avec soin ; à le répandre en l'utilisant à bon escient.

Le signataire précise s'il accepte que son nom, et le nom de l'organisme qu'il représente le cas échéant, soient rendus publics pour permettre la propagation de cet engagement auprès d'autres personnes et entités.

**Cette démarche** n'est pas limitée dans le temps, et n'est liée à aucun courant politique particulier. Elle **constitue** au contraire **un socle commun** à tous ceux qui ont à cœur l'usage et la pérennité de la langue française.

Amis adhérents,

Par ces lignes, nous avons voulu vous restituer la place de notre association dans la défense de la langue française. Concernant l'invasion culturelle anglo-saxonne, nos constats et nos regrets doivent être dorénavant dépassés. Il nous faut intervenir, résolument, avec réflexion, détermination, et en cohérence avec les autres interventions, qu'elles viennent des autres adhérents, ou des autres associations engagées à nos côtés.

C'est la route que nous prenons avec vous, et dont nous vous rendrons compte régulièrement dans les ALF-infos suivantes.

N'hésitez surtout pas à nous faire part de vos réactions, de vos espoirs, de vos propositions...

pour l'ensemble du Conseil d'administration

Le président

**Serge Dubief**

